



HAL
open science

The Informal Post-socialist Economy. Embedded practices and livelihoods, eds Abel Polese, Jeremy Morris, Routledge, London and New York, 2014

Caroline Dufy

► **To cite this version:**

Caroline Dufy. The Informal Post-socialist Economy. Embedded practices and livelihoods, eds Abel Polese, Jeremy Morris, Routledge, London and New York, 2014. *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, 2015, 46, pp.211-218. halshs-01725789

HAL Id: halshs-01725789

<https://shs.hal.science/halshs-01725789>

Submitted on 13 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

The Informal Post-socialist Economy. Embedded practices and livelihoods, eds Abel Polese, Jeremy Morris, Routledge, London and New York, 2014.

Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest, no. 46, 2015, p. 211-218

Caroline DUFY

Centre Émile Durkheim IEP de Bordeaux

Cet ouvrage collectif dirigé par Abel Polese et Jeremy Morris s'inscrit dans la riche lignée anglo-saxonne de l'anthropologie économique des pays post-soviétiques, illustrée par les travaux fondateurs de Kathryn Verdery (Verdery, 2003, 2004), Mickael Burawoy (Burawoy & Verdery, 1999), ou encore Caroline Humphrey (Humphrey, 2002 ; Humphrey & Mandel, 2002). Dans cette veine, Alena Ledeneva avait déjà exploré l'originalité et la spécificité des relations informelles dans la période soviétique à travers les analyses du *blat*, du *kompromat* (accusations de compromission) ou encore des *PR* (campagnes publiques d'accusation) (Ledeneva, 1998, 2006). Rassemblé à l'issue d'une conférence, ce volume s'attache à déployer la diversité des pratiques informelles à travers dix contributions traitant de différentes régions de l'ex-URSS et de secteurs aussi différents, que la santé, le transport, le commerce ou encore la construction. Deux parties composent ce volume précédé d'une préface de Catherine Wanner : la première est consacrée au travail, la seconde aux flux transnationaux, qu'il s'agisse d'hommes ou de marchandises. Très logiquement, la méthodologie adoptée est ethnographique, pour saisir au plus près du terrain les pratiques indigènes. Dans certains cas, elle est appuyée sur l'observation participante et parfois se déploie sur de longs intervalles temporels. Les articles ménagent une large place aux extraits d'entretiens.

Le pari théorique initial fait par les auteurs est de rendre compte du développement considérable de l'économie informelle à une période où elle était censée disparaître. L'informalité foisonnante de la période socialiste a fait place aux réformes économiques de la transition, supposées éradiquer ces pratiques, en légalisant le profit et l'entrepreneuriat privé. Or la part de l'économie informelle dans le produit intérieur brut s'est en réalité accrue dans nombre de pays, soulignent les deux éditeurs en introduction. L'ouvrage cherche donc à élucider un mystère : celui de la survivance ou/et de la résurgence de cette économie pendant la période post-soviétique, plus de 20 ans après la chute du mur de Berlin.

Les auteurs de ce volume réfutent en bloc les deux visions traditionnelles de l'informel : la perspective dualiste qui l'appréhende comme une sphère coupée de l'économie formelle, tout autant que la thèse structuraliste qui conçoit ses pratiques comme principalement motivées par l'évasion fiscale et l'évitement des régulations économiques. Ces conceptions, véhiculées en particulier par les organisations internationales qui ont piloté la transition, ont en commun une vision toujours négative de l'informel, qu'il soit envers invisible et parasite de l'économie formelle, résidu de pratiques passées vouées à disparaître ou encore obstacle à la modernisation. De telles représentations sont donc battues en brèche par les auteurs de cet ouvrage, qui entendent analyser la résurgence de ces pratiques, en restituer la richesse et penser leur articulation à l'économie formelle.

Le postulat théorique essentiel, posé dès l'introduction, est qu'il existe un *continuum* de pratiques où l'activité informelle est inséparable du travail formel, les statuts se cumulant – auto-emploi, double activité, ou encore allers et retours entre les deux secteurs. Cette articulation permet ainsi aux acteurs de tirer parti du transfert de ressources relationnelles et matérielles, réinvesties dans les réseaux informels pour accroître un capital social, étendre une

réputation, une autorité, mais aussi développer la solidarité avec les siens. Dans cette perspective, le calcul indigène apparaît rationnel et encadré dans des logiques tout à la fois économiques et sociales. Rester dans le secteur informel permet de consolider le réseau familial, mais aussi, comme le montre par exemple le chapitre 4, de contester les hiérarchies sociales existantes qui imposent une dépendance des grands à l'égard des petits ou des pauvres à l'égard des riches. La porosité et la perméabilité de la frontière entre les deux sphères sont évoquées à travers des récits de vie qui révèlent soit des bifurcations vers le travail formel, soit un cumul des deux, soit un refuge dans l'informel, motivé par des raisons diverses : l'autonomie et la valorisation des solidarités parallèles, ou encore la défiance à l'égard du contrôle par l'État et par le marché. Des forces de rappel vers le formel se manifestent parfois ; elles sont le fait dans certains cas de la pression de la famille, dans d'autres de l'urgence face à des problèmes de santé.

Le façonnage, l'hybridation des pratiques, la pluralité des rationalités sont donc ce qui rend le mieux compte de la conception de l'informel déployée à travers ces 10 chapitres. La perspective théorique adoptée est donc en pleine cohérence avec les références récurrentes faites aux travaux de Michel de Certeau (Certeau, 1990). Le bricolage du social, analysé plus traditionnellement dans les classes défavorisées, ouvrières et pauvres des régions péri-urbaines, est décortiqué ici aussi pour les petits patrons, les travailleurs indépendants et le personnel d'encadrement, intégrés dans un système social plus contraignant. Au-delà de la variété des paysages traversés, ce parti pris théorique est un fil rouge qui parcourt l'ouvrage et permet de mettre en évidence des questionnements transversaux.

La question de la famille et du genre est évoquée en pointillés : le recours à l'informel est l'affirmation d'une autonomie toute masculine et d'une dignité dans le travail prisées par Sasha, le chauffeur de taxi que cite Jeremy Morris dans le chapitre 3. Le travail féminin, quant à lui, est évoqué à travers l'exemple du bazar kirghize (chapitre 7), et dans le secteur des services à la personne, du *care* où les relations de dépendance quoique monétarisées, sont régulièrement reléguées à la sphère de l'intime où elles « font famille » (chapitre 4, p. 68). Borbála Kovács montre ici au contraire qu'ancrer la garde d'enfants dans le travail informel et le confort de la maisonnée ne va pas de soi et que cette perception n'est pas toujours partagée par les deux parties à la transaction ; certains travailleurs du *care* préférant donner une signification marchande à la transaction, bénéficiant ainsi des avantages qu'elle comporte.

À l'inverse de la perception que les bailleurs de fonds et acteurs de la coopération ont de l'informel, les auteurs du présent ouvrage montrent bien que celui-ci est loin d'être uniformément négatif. Toutefois, ces contributions se gardent bien de l'idéaliser, à rebours d'approches radicales et alternatives qui sombrent dans le travers de descriptions enchantées de pratiques encensant la confiance, le local, l'encastrement dans la culture et le folklore. C'est parce qu'elle est revêtue des atours de l'investissement affectif que la dépendance interpersonnelle est accrue dans le secteur des services à la personne, ce que fait ressortir le chapitre 4. Plus largement, le recours au secteur informel peut s'avérer moins efficace, plus coûteux, et plus incertain. L'incitation qu'il produit à ne pas respecter les règles est dangereuse collectivement : l'obtention de permis de conduire par le biais du *blat*, dont traite le chapitre 5 illustre. Abel Polese explore ainsi les limites entre informel et illégal. La corruption est évoquée à travers nombre de contributions qui concluent que la meilleure façon de l'aborder reste de souligner son inégale acceptabilité, légitimité et valeur morale en fonction des contextes et des situations.

En outre, le secteur informel est vulnérable au racket et à l'extorsion opérés par les groupes criminels ; ce qu'illustrent parfaitement les chapitres 7 et 10 en particulier. Enfin, les chapitres 9 et 10 déploient un argument original en sociologie : parce qu'il ne s'appuie pas sur

des règles impersonnelles, l'informel requiert des qualités personnelles et des ressources informationnelles qui ne le rendent pas accessible à tous. Négocier avec les douaniers, avec les policiers nécessite, en effet, des compétences spécifiques qui compliquent la transmission de l'activité et la collaboration avec les pairs.

La continuité avec la période soviétique est un axe central du questionnement sur l'informel dans les sociétés en transition. Certains analystes font des liens informels un vestige du soviétisme, s'inscrivant ainsi dans une conception de la dépendance des événements par rapport à une trajectoire passée. La vision adoptée par cet ouvrage relativise le poids prépondérant de l'histoire ; elle établit que le développement de l'informel est le « produit d'une interaction entre le passé, le présent et des conditions socio-économiques changeantes » (p. 115). Ces contextes spécifiques sont décrits au fil de l'ouvrage : ils sont tant économiques que politiques, et souvent issus de la globalisation. La transition a introduit de nouvelles règles – plus ou moins acceptées – en même temps qu'une dérégulation libérale et peu protectrice. La crise financière a produit des ruptures dans certaines trajectoires professionnelles, par le chômage ou la cessation d'activité. La globalisation a provoqué une libéralisation sauvage et la création de nouveaux statuts de travailleurs de l'ombre. Cette thèse, particulièrement intéressante, quoiqu'évoquée rapidement, fait de la précarisation néolibérale une forme nouvelle d'informalisation du travail. Dès lors, loin de rejeter l'informel dans un passé révolu, elle en fait le devenir des rapports de travail.

Le durcissement des frontières géographiques aux marges de l'Europe et au sein de l'ex-URSS est l'une de thématiques centrales du volume. De fait, il fait jaillir des opportunités de gains, tout en constituant des pièges pour les travailleurs migrants, devenus précaires et invisibles (chapitres 2, 7, 9 et 10). À travers le récit d'expériences risquées et harassantes de migrations frontalières pendulaires, le lecteur perçoit que la rigidification des règles formelles et la restriction des marges de jeu autour des règles transforment l'informel en illégalismes.

Une autre façon de questionner les continuités historiques consiste à se demander si le développement de l'informel résulte de la rationalisation de l'Etat et/ou la marchandisation des sociétés post-soviétiques. Ces deux dimensions sont centrales dans la construction de l'informel, concept « kaléidoscope », étroitement dépendant de la place occupée par l'Etat et le marché dans la société. Or la relation à l'Etat post-soviétique est une thématique récurrente, mais explorée de façon souvent implicite ou éclatée dans ce volume. Il faut pourtant signaler une évolution radicale dans la construction du concept dans les programmes de coopération (Dufy, 2011). Jadis perçu négativement comme signe de l'incomplète emprise de l'Etat sur la société, l'informel a acquis une valeur morale redevenue positive, à la faveur des expériences néolibérales de retrait de l'Etat. Dans cette nouvelle lecture des relations Etat/société, le secteur informel s'est mué en symbole de l'autonomie économique et de la liberté de la société civile.

Une grande partie des contributions aborde et discute cette thèse, tout en mettant davantage l'accent sur les effets de la marchandisation sur les sociétés. C'est à la fois dans les interstices, les imperfections du marché, mais aussi ses excès que se niche la croissance de l'informel. Le chapitre 4, consacré au secteur de la garde d'enfants, fait d'une limite de la marchandisation le facteur majeur de développement de l'informel. En effet, dans le contexte de transition qui bouleverse le marché du travail existant, l'inadéquation entre une offre non professionnalisée et une demande forte en service non standards et très personnalisés est criante. Cette explication vaut également pour le transport (chapitre 6), où les systèmes existants sont inadaptés à la mobilité requise par les sociétés de marché contemporaines. Enfin, l'apparition massive du chômage et sa difficile résorption en dépit de deux décennies

de politiques de transition a fait du développement de l'informel une solution au sous-emploi et un atténuateur de chocs.

Le secteur du commerce de détail est emblématique de cette résistance paradoxale car il est l'un des premiers secteurs où l'informel aurait dû disparaître. Ce n'est pas ce qui a été observé : les chapitres 7, 8, 9 et 10 notamment questionnent cette énigme. Dans nombre d'économies de l'ancien bloc de l'Est, le bazar et le commerce de détail ont procuré de nouvelles opportunités d'emploi. Le chapitre 7 montre que la dérégulation du monopole d'Etat sur le commerce a fait du bazar une source essentielle de revenus au Kirghizstan, le faisant passer de l'économie noire, criminelle en URSS, à l'économie grise, dans un contexte de régulation faible et inadéquate. Le commerce transfrontalier offre un paysage différent. Le développement de la régulation et de la concurrence des grands réseaux de distribution questionne la rationalité économique d'échanges devenus par maints aspects inutiles. Dans la lignée des travaux de Michel de Certeau, Olga Sasunkevich (chapitre 8) interprète le commerce à la frontière du Belarus et de la Lituanie comme une survivance des tactiques de la vie de tous les jours élaborées par les petits pour résister aux stratégies mises en œuvre par les puissants. Toutefois, cette perspective est contestable et reste largement empruntée au « grand partage », mettant en réalité dos-à-dos marché et rationalité économique d'un côté, lien social et reproduction des réseaux de l'autre (Dufy, 2007). De ce fait, le lecteur se demande bien pourquoi les acteurs continuent de se livrer à cette activité anxieuse et exténuante si aucun intérêt économique n'est en jeu. Ils sont de fait transformés en idiots culturels ou en automates. Le chapitre 10 infirme ce déni de rationalité économique, à partir d'une ethnographie à la fois riche et engagée sur le commerce d'herbes et de tomates entre l'Azerbaïdjan et la Russie. Au rebours d'une vision d'un commerce encastré dans des liens sociaux ou dans une communauté ethnique idéalisée et pacifique, il montre la réalité du calcul indigène et la rationalité économique à l'œuvre, dans certains cas, où la défection et la défiance s'insinuent parfois au cœur des relations familiales et amicales.

Le lecteur l'aura compris, ce volume livre tout sauf une définition figée, définitive et intemporelle du secteur informel. Au contraire, *The Informal Post-socialist Economy* foisonne de détails et d'histoires colorées, il fourmille d'exemples de stratégies et de portraits de personnages, de tranches de vie. En définitive, ce livre ouvre bien plus qu'il ne clôt les débats théoriques sur l'informel.

Bibliographie

BURAWOY M. & VERDERY K., Eds. (1999), *Uncertain Transition: Ethnographies of Everyday Life in the Postsocialist World*, Boulder, CO: Rowman and Littlefield.

CERTEAU M. (de) (1990), *L'invention du quotidien*, Tome 1 : *Arts de faire*, Paris : Gallimard, Folio essais [première édition 1980].

DUFY C. & WEBER F. (2007), *L'Ethnographie économique*, Paris : La Découverte.

DUFY C. (2011), « Entre criminalité et normalisation. Pratiques informelles dans le changement de système en Russie », in F. Weber & L. Fontaine, *Les paradoxes de l'économie informelle, À qui profitent les règles ?*, Paris : Karthala, pp. 51-70.

HUMPHREY C. (2002), *The Unmaking of Soviet Life; Everyday Economies After Socialism*, Ithaca and London: Cornell University Press.

HUMPHREY C. & MANDEL R., Eds (2002), *Markets and Moralities: Ethnographies of Postsocialism*, Oxford: Berg.

LEDENEVA A. (1998), *Russia's Economy of Favours: Blat, Networking and Informal Exchange*, Cambridge and New York: Cambridge University Press.

LEDENEVA A. (2006), *How Russia really Works: The Informal Practices that shaped post-Soviet Politics and Business*, Ithaca, NY: Cornell University Press.

VERDERYV K. (2003), *The Vanishing Hectare; Property and Value in Postsocialist Transylvania*, Ithaca, NY: Cornell University Press.

VERDERY K. & HUMPHREY C., Eds. (2004), *Property in Question: Value Transformation in the Global Economy*, Oxford: Berg.